

Communistes

www.PCF.fr

Le Président doit accepter le changement ! (p. 3)



Vidéo

Xavier Bertrand on connaît, c'est 46500 suppressions de lits dans l'hôpital public

Une fête de l'Humanité utile à relever le défi de la mobilisation populaire (p.7)

Olympia

De Charles Trenet à Johnny Hallyday, l'Olympia en a vu défiler des talents, mais autre temps, autre mœurs, la salle de spectacle innove en proposant une soirée (le 17/9 pour d'éventuels intéressés...) avec Xavier Niel, le patron de Free, pour un show sur le thème « Comment devenir milliardaire ? » La promo l'assure : « C'est la question que tout le monde se pose. Il n'y a que 53 personnes en France qui peuvent y répondre : un seul va le faire. » En fait la question que tout le monde se pose, c'est : quand est-ce qu'on rétablit l'ISF ?

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« **Donnez au PCF les moyens d'intervenir** »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



FÊTE DE L'HUMANITÉ 2024



Le rendez-vous des vétérans à la Fête de l'Huma, avec André Chassaigne

L'Amicale des vétérans invite à nouveau cette année les vétérans du Parti à se rencontrer à la Fête de l'Huma dans le cadre d'un banquet, ouvert aussi à leurs proches. Cette année, ce sera le samedi, à partir de midi, au stand commun des fédérations de Gironde et de Dordogne. Au menu : huitres, entrecôte-frites, fromage ou cannelé, et café.

Ce moment de rencontre politique et convivial sera ouvert par notre camarade André Chassaigne. Ce sera l'occasion d'échanger sur la situation, sur le rôle de notre amicale au service de tous les communistes, et aussi de passer un bon moment festif et fraternel. Des cartes de vétérans, qui font l'objet d'un nouveau tirage, seront disponibles.

Il est encore temps de s'inscrire (c'est nécessaire pour une bonne organisation du repas), et d'informer les camarades à qui l'information n'est pas encore parvenue ou à qui elle a pu échapper. De nombreuses inscriptions sont parvenues dès le mois d'août, mais il reste du temps et de la place : profitons-en. Et merci aux directions fédérales de l'aide qu'elles peuvent apporter.

Les inscriptions sont à transmettre aux camarades du secrétariat de l'Amicale, le prix du repas, 25 €, étant à régler sur place :

Richard Sanchez : rsanchez@pcf.fr – 06 77 41 77 58

Nicolas Marchand : nicolas.marchand3@wanadoo.fr – 06 73 84 72 02

Annick Herbin : annickherbin.92@gmail.com – 06 67 57 04 12

Christian Bourgoïn : b.christian510@gmail.com – 06 79 19 46 65

Jean-Jacques Guérin : guerin.jj@wanadoo.fr – 06 83 24 07 72

Le Président doit accepter le changement !

Battus dans les urnes aux deux dernières élections dont celle des élections législatives qu'il a lui-même provoquées par la dissolution, le Président de la République et les députés qui se réclament de son camp doivent accepter la demande forte de changement exprimée par les Françaises et les Français. Qu'ils aient voté pour les candidats de gauche et écologistes ou à l'extrême droite, nos concitoyens ont d'abord clairement rejeté la politique du Président de la République et de ses candidats.

Une grande majorité des électeurs se sont opposés massivement, grâce au Front républicain, à la prise de pouvoir de l'extrême droite. Le résultat du scrutin est sans appel : sur les questions de pouvoir d'achat, de salaires et de retraites, de services publics - école, santé, sécurité, justice -, sur le devenir des territoires abandonnés, les Français-es veulent du concret et attendent le retour de l'État qui protège.

Nous devons maintenant tous y mettre du nôtre pour avancer.

Si le Président de la République s'entêtait à poursuivre sa politique d'austérité au nom de la « stabilité institutionnelle », il provoquerait une crise démocratique grave. Ce serait sans précédent dans l'histoire de la Ve République. Cela creuserait encore plus le fossé entre nos concitoyens et la vie politique tout en alimentant la défiance. Cette colère pourrait nourrir demain encore plus violemment les discours populistes, autoritaires, fracturant ainsi encore plus notre société.

Au contraire, il doit accepter de laisser respirer la démocratie en laissant l'opposition de gauche, sortie en tête du scrutin, gouverner la France. Est-ce si grave ? D'autres l'ont fait avant lui. Est-ce à lui de juger de la « stabilité » de ce gouvernement ? C'est au futur Premier ministre qu'il revient de la construire et de convaincre. Qu'il laisse travailler un futur gouvernement et le Parlement !

C'est notre état d'esprit lorsque nous proposons

Lucie Castets pour conduire une nouvelle politique pour la France. Nous avons clairement affirmé au Président de la République notre volonté d'ouverture, de dialogue, de compromis pour travailler à des majorités parlementaires, capables de gouverner dans la durée. Nous n'avons pas défendu l'idée doctrinaire, réductrice, de mettre en œuvre tout le programme du NFP et rien que son programme comme si nous avions la majorité absolue. Nous avons également annoncé que notre gouvernement serait ouvert à des personnalités non issues de nos formations politiques.

Il a fermé la porte à une telle solution. Comment peut-il alors sortir de l'impasse dans laquelle il s'est mis tout seul ?

Les élus communistes veulent être utiles et efficaces.

Ils ne souhaitent ni trahir leurs engagements, ni ajouter du chaos au chaos. Ils veulent, sincèrement, modestement, par leurs votes, leurs actions, leurs mobilisations, obtenir le plus d'avancées possibles, de mesures en faveur de la justice sociale, de la justice fiscale, avec l'objectif de répondre aux urgences sociales et écologiques.

Les communistes ont bien conscience que la gauche n'est pas majoritaire dans le pays et que le rapport de force électoral ne permet pas, aujourd'hui, de mettre en place l'ensemble des mesures et des réformes qu'elle défend. Mais devons-nous baisser les bras ? Bien au contraire, quels que soient les choix du Président de la République, nous voulons peser, agir, obtenir. Être utiles, fidèles avec notre tradition.

Et chacun, à son niveau, doit pouvoir peser dans les choix du futur gouvernement.

Ce sont d'abord les parlementaires qui le censureront ou pas. Nous concernant, nous serons extrêmement vigilants, exigeants comme toujours, mais aussi respectueux du débat parlementaire et des majorités que nous chercherons à construire pour



obtenir ces mesures si importantes pour nos concitoyens. L'abrogation de la réforme des retraites, la hausse des salaires, l'investissement dans la santé, l'école, la sécurité, comme dans l'énergie, l'habitat, l'agriculture et les transports, au nom de notre souveraineté et de la transition écologique, sont pour nous des sujets incontournables sur lesquels nous chercherons toujours à obtenir des progrès, des avancées, mais aussi sur lesquels, en cas de statu quo, voire de recul, nous serons vent debout. C'est dans cet état d'esprit que nous avons su arracher des avancées sous les précédentes mandatures, tout en étant dans l'opposition.

Pour le financement des services publics, nous pensons que la Banque centrale européenne doit jouer un rôle en avançant les milliards d'euros nécessaires au plus vite. La France devrait être à l'initiative d'une telle proposition.

Aux côtés des forces vives de notre pays, ce sont ensuite les salariés et leurs représentants qui pourront, selon leurs priorités, leurs modes d'action, par les mobilisations, les négociations, peser sur les choix de ce futur gouvernement. Ils ont été tellement méprisés ces dernières années que le seul fait de travailler avec eux, de respecter leurs choix quand ils font l'unanimité, serait une avancée majeure. Les salariés de l'industrie, ceux des services publics ou encore les femmes qui subissent des inégalités de salaires doivent être entendus, respectés.

Enseignants, soignants, métallos, ingénieurs, employés, agriculteurs, policiers..., vos mobilisations seront déterminantes ! À l'opposé de l'austérité portée par la droite, nous avons proposé le Smic à 1 600 euros, l'indexation des salaires sur l'inflation, la hausse de 10 points de l'indice des fonctionnaires. Oui, il y a un chemin à trouver pour revaloriser significativement le travail ! Parce que ces mesures sont attendues par le pays, nous les porterons avec détermination. Mais ce n'est pas à prendre ou à laisser, c'est au Parlement d'en débattre.

Battons-nous pour qu'une grande conférence sociale sur les salaires mette ces questions à l'ordre du jour, avec une lettre de cadrage du futur gouvernement ouvrant la voie à une plus forte rémunération

du travail, à un accompagnement de nos PME-TPE et à la conditionnalité des aides publiques versées aux entreprises. Concernant les fonctionnaires, c'est le budget de l'État qui devra prendre en charge l'incontournable hausse de leurs salaires. C'est une des raisons pour laquelle il est indispensable de prévoir une contribution du capital, des grandes fortunes pour augmenter le budget de l'État.

Ce sont aussi les élus locaux, notamment les maires, qui doivent peser sur les choix d'un futur gouvernement car leurs inquiétudes sont grandes et légitimes.

À l'heure de préparer les budgets 2025, ils ne savent pas à quelle sauce ils vont être mangés pour la rentrée ! Avec des dotations gelées ? En baisse ? Ou indexées sur l'inflation comme nous l'avons proposé il y a un an ? Sur ce sujet, par exemple, les députés LR ainsi qu'une partie du camp présidentiel additionnés à toute la gauche partageaient cette ambition. Les associations d'élus doivent être entendues. Au-delà de leur avenir financier, les collectivités locales dans leur ensemble ont besoin de clarté, de moyens, de lisibilité. C'est un enjeu en termes de services publics mais aussi en termes de vie démocratique. La démocratie locale doit être soutenue pour sécuriser l'ensemble de nos concitoyens dans leur vie, et ce sur tous les territoires de la République.

Enfin, nous pensons à la jeunesse et à ses organisations. Ils se mobilisent régulièrement pour le climat, contre la précarité étudiante, pour obtenir des conditions d'études dignes, l'abrogation de Parcoursup, l'instauration d'un revenu étudiant. Nous aurions tellement aimé pouvoir leur annoncer en cette rentrée 2024 la mise en œuvre de ces mesures avec un gouvernement de gauche. Désormais, il faudrait ensemble se mobiliser pour qu'ils ne soient pas, de nouveau, les grands absents d'un futur gouvernement. L'appel à manifester du 7 septembre prochain comme celui du 1er octobre seront l'occasion de se faire entendre. Nous en serons. Nous en serons car nous ne serons jamais dans le camp du chaos et du désespoir. Nous en serons



pour combattre toute résignation individuelle, terreau de l'extrême droite. Nous en serons car les politiques que nous entendons défendre au Parlement sont partagées par une majorité de Français au-delà de nos propres électeurs.

Voilà tous les leviers possibles, toutes les actions, les lieux de discussions envisageables pour faire respecter les messages issus des urnes, réparer notre pays en pesant sur les choix politiques de la France. Les communistes, les élus communistes dans les collectivités comme au Parlement seront plus que jamais combatifs et toujours constructifs. 🇫🇷

Fabien Roussel,
secrétaire national du PCF

André Chassaigne,
député du Puy-de-Dôme, co-président
de groupe GDR de l'Assemblée nationale

Cécile Cukierman,
sénatrice de la Loire, conseillère régionale,
présidente de groupe CRCE-K du Sénat

Le 31 août 2024

Dépenses publiques et fiscalité des entreprises

Les finances publiques sont une sorte de portefeuille qui regroupe les recettes et les dépenses des institutions publiques : État, collectivités locales, protection sociale, organismes publics.

Leur rôle est d'anticiper la situation économique en élaborant un budget selon des priorités politiques. La politique budgétaire dispose de deux outils principaux pour orienter la politique économique : la modulation des recettes et la modulation des dépenses. Se construit ainsi un budget pour agir sur la conjoncture à partir de mesures et de dispositifs interagissant sur les ressources et les actions publiques. Parmi ces moyens est la fiscalité et un gros morceau parmi elle, la fiscalité des entreprises. Changer en profondeur la fiscalité des entreprises suppose d'avoir un aperçu de son évolution. Entre 1985, le tournant de la rigueur, et en 2024 le taux de l'IS a été ramené de 50 % à 25 %, la taxe professionnelle a été supprimée, remplacée par la contribution territoriale des entreprises à partir de 2010, elle-même mise en cause par Macron voulant en supprimer un pan entier, celui qui rapporte le plus la CVAE.

Par ailleurs, l'IFA (impôt forfaitaire annuel), payé par toutes les entreprises y compris celles non bénéficiaires, a aussi été supprimé.

Voilà comment les entreprises ont été peu à peu déchargées de leur obligation contributive. Un cadeau qui s'élève sur 40 ans à un montant cumulé qu'on peut estimer à 500 milliards d'€. Pas besoin d'ajouter que la politique de contrôle de ces dernières années s'est allégée à un rythme identique à celui de la baisse de leur contribution pour en arriver aujourd'hui à une politique du contrôle fiscal réduite à peau de chagrin.

Mais l'aspect fiscal n'est pas tout ! S'y ajoute un ensemble d'aides, d'allègements de cotisations

sociales sur les bas salaires dont le célèbre CICE (20 milliards d'€) et de dégrèvements qui représentent un total de 200 milliards d'€ distribués sans contrôle et sans contrepartie.

Et dire qu'on ose après cela nous servir d'incessants discours culpabilisateurs sur le montant du déficit public et sur l'insoutenabilité de la dette ! Le temps est venu de changer de cap en matière de politique et de financements publics. Il faut pour cela se doter de moyens d'intervention capables de matérialiser ce changement. Cela passe, entre autres, par une nouvelle fiscalité des entreprises, lieu ô combien stratégique, vu que c'est là que se crée l'essentiel de la richesse. Cette réforme s'incarnerait dans la mise en place d'un nouvel impôt sur les sociétés : progressif pour tenir compte de la taille des entreprises, modulé pour inciter à l'utilisation de leurs bénéfices pour des investissements développant l'emploi, la formation, les salaires et respectant l'environnement, universel car y soumettant l'ensemble de leurs opérations et activités de production et financières. S'ajouterait un impôt local sur leur capital immobilier assorti d'une contribution sur

leurs actifs financiers. Des droits nouveaux des salariés leur permettraient de saisir l'administration fiscale et d'en demander l'intervention. L'IFA serait rétabli.

Il s'agit de commencer à réorienter la gestion de l'argent des entreprises, de sa création jusqu'à son utilisation. Au lieu de servir toujours plus le capital, leur gestion doit être tournée vers l'efficacité sociale et environnementale et ainsi générer de nouvelles recettes pour les budgets publics et sociaux. C'est le chemin d'un renouvellement des politiques publiques visant la satisfaction des besoins humains et écologiques (services publics) et non à rationner la dépense, ce qui ruine tout espoir d'émancipation réelle de l'humanité. ✪

Jean-Marc Durand

membre du Conseil national



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour une école émancipatrice

L'école publique traverse une crise profonde, aggravée par deux années de réformes de fond qui modifient profondément ses missions. C'est une rupture avec un compromis historique qui bien que n'ayant pas enrayé les inégalités sociales de réussite scolaire, faute de volonté politique forte, avait réussi à élever le niveau de connaissance de la jeunesse avec l'allongement du temps de classe et de la scolarité. Ce fut l'accès massifié à l'enseignement secondaire, le collège unique, puis l'accès à l'enseignement supérieur.

La réforme du choc des savoirs, après la réforme du bac et de la voie pro, vise à instaurer au collège le tri et la sélection des élèves, pour une orientation de plus en plus précoce avec en ligne de mire la fin de l'accès de toutes et tous au lycée. Cette réforme transformera à moyen terme les missions du premier degré qui risque fort, à son corps défendant, d'être le lieu du tri des élèves : avec ceux qui pourront accéder à un diplôme qualifiant, à l'enseignement supérieur, et ceux qui iront rapidement en apprentissage grossir les rangs d'une main-d'œuvre peu formée, malléable et sous-payée.

Cette crise de l'école publique est marquée par le manque de professeurs et une crise d'attractivité du métier, l'aggravation des inégalités sociales de réussite scolaire, la perte de sens consécutive à un rythme effréné de réformes et des injonctions contradictoires. L'absence d'un gouvernement de gauche de plein exercice empêche d'engager les moyens nécessaires à des mesures d'urgence et à un changement de cap.

En barrant la route à un gouvernement du Nouveau Front populaire, le Président de la République fait le choix de poursuivre sa politique pourtant rejetée par les urnes et porte l'entière responsabilité des conditions de cette rentrée. En dépit des mobilisa-



tions très importantes du monde enseignant contre cette réforme, la ministre démissionnaire fait le choix de maintenir les groupes de niveaux au collège. Un gouvernement du NFP aurait ajourné ces réformes et ouvert une phase de concertation avec l'ensemble des personnels de l'école.

Au nom de l'austérité, l'allocation de rentrée scolaire et les salaires des personnels ne suivent pas l'inflation. Des centaines de postes, des milliers peut-être, restent vacants lors de cette rentrée. Il s'agit, au-delà des salaires, de travailler à l'attractivité des métiers de l'éducation : conditions de travail, formation initiale, statut, missions.

C'est un véritable changement de politique qu'il faut réussir à imposer au Président de la République. Avec des mesures d'urgence d'une part, l'abrogation des réformes néfastes, la revalorisation salariale, un plan de titularisation des AESH, le versement des crédits du PACTE dans la rémunération de tous les personnels, ce ne sont que quelques exemples auxquels on peut rajouter l'abrogation des mesures liées à la réforme de la

voie professionnelle. Et, d'autre part, il s'agit d'engager le dialogue et des transformations pour une école émancipatrice, l'élévation du niveau de connaissance de toute la jeunesse, la lutte contre les inégalités sociales de réussite scolaire ; il faut des moyens, des enseignants formés, des personnels non précarisés ; il faut reconquérir une véritable gratuité de l'école publique. Pour cela il faudra des moyens, une nouvelle fiscalité, reprendre au capital ce qu'il accapare pour lui-même, mais aussi l'empêcher de faire de l'accès à la connaissance un marché juteux et lucratif.

C'est la tâche que s'est assignée la commission Éducation du PCF, avec la volonté de pouvoir d'ici une année présenter un plan pour une école émancipatrice à partir de notre projet pour l'école et à l'aune des attaques que l'école publique subit ces dernières années. Car il ne s'agit pas simplement de résister aux mesures libérales du gouvernement Macron, mais bien d'engager des batailles pour une transformation profonde de l'école, pour une école émancipatrice. ✪

Sébastien Laborde

membre du Comité exécutif national



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION :

Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel,
Amado Lebaube,

Méline Le Gourriérec, Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info

(Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Une Fête de l'Humanité utile à relever le défi de la mobilisation populaire

Selon les commentateurs politiques nous serions dans une impasse, rien ne pourrait débloquer la situation, sinon la constitution d'une coalition pour poursuivre la politique gouvernementale de destruction des services publics et des conquits sociaux, une politique de cadeaux au patronat.

Pourtant, le 7 juillet, les électrices et les électeurs ont clairement exprimé leur rejet de la politique gouvernementale et leur refus de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Contrairement à ce qu'espérait Emmanuel Macron, la mobilisation populaire a conduit à la constitution du Nouveau Front populaire et a empêché que ne se réalise le scénario que beaucoup donnaient écrit d'avance, Bardella Premier ministre.

C'est cette mobilisation populaire qui a permis que le Nouveau Front populaire, porteur d'un pro-

gramme de progrès social et écologique, arrive en tête des élections législatives.

C'est cette même mobilisation populaire qui permettra de débloquer la situation en créant un rapport de force suffisant pour obliger Emmanuel Macron à nommer une Première ministre issue du NFP. Seule légitime pour gouverner et rendre incontournables les exigences de changement que les Français et les Françaises ont exprimé lors des élections.

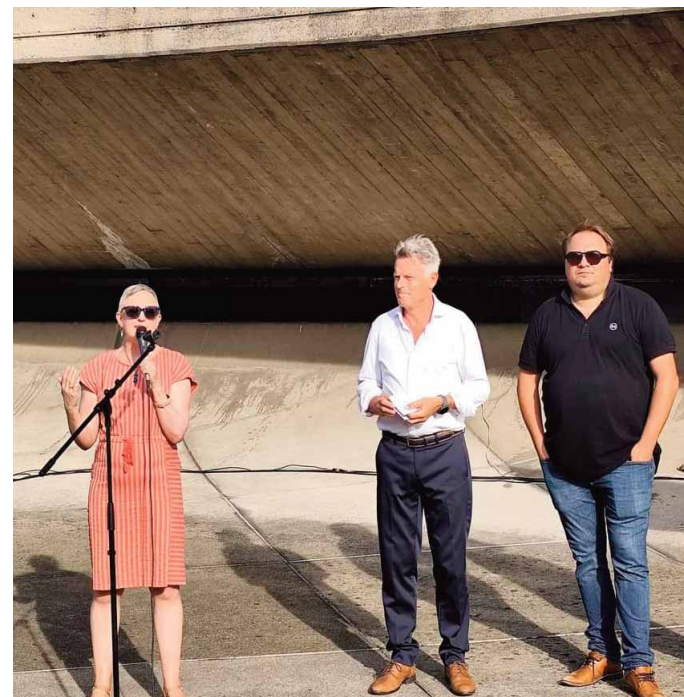
C'est en ce sens que nous appelons à participer à toutes les mobilisations, le 7 septembre à l'appel d'organisations de jeunesse, le 1^{er} octobre à l'appel d'organisations syndicales, etc.

Dans ce cadre-là, la Fête de l'Humanité va plus que jamais représenter un temps fort de la construction de ce rapport de force, un temps fort pour affuter les arguments, pour construire les mobilisations, un temps fort pour que l'espoir d'une politique en faveur du monde du travail et de la jeunesse prenne corps.

La vente du bon de soutien est le marqueur de cette mobilisation et de son ampleur.

À l'heure où ces lignes sont écrites, nous constatons un retard dans la diffusion du bon de soutien. Ce retard est évidemment dû à l'actualité politique et aux différentes séquences électorales ; mais nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation, ni du point de vue de la nécessaire mobilisation populaire, ni du point de vue de l'équilibre budgétaire de la Fête.

Les jours qui nous séparent du début de la Fête doivent être mis à profit pour organiser le plus grand nombre possible d'initiatives de diffusion du bon de soutien.



Nous devons prendre des mesures inédites pour sa diffusion auprès de toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour que le Nouveau Front populaire arrive en tête lors des élections législatives. Membres d'organisations, syndicats, collectifs, associations qui ont fait le choix inédit de soutenir le rassemblement de la gauche pour battre l'extrême droite peuvent se retrouver à la Fête de l'Humanité pour poursuivre ce combat et changer le cours des choses à l'image de ce qui s'est passé le 7 juillet dernier. 🗳️

Nathalie Simonnet

membre de l'exécutif national
responsable de la diffusion du bon de soutien



- MJCF

Contre le coup de force de Macron et pour conquérir nos droits, mobilisons-nous dès la rentrée !

Nous y sommes. Après plusieurs semaines de débats institutionnels stériles et de faux suspens, le Président de la République a officiellement annoncé son refus de nommer Lucie Castets à Matignon et ferme la porte à tous gouvernements émanant du Nouveau Front populaire (NFP).

Si ce énième coup de force n'a rien de surprenant, il n'en est pas moins inédit. En refusant de reconnaître ses défaites électorales, Emmanuel Macron fait le choix d'exploiter toutes les défaillances de la Ve République et d'une démocratie arriérée pour maintenir le même cap de politique libérale et de casse sociale.

Pendant que nos institutions sont au point mort, et que tout l'environnement médiatique et politique s'écharpe pour savoir qui sera le prochain Premier ministre, les Français-es, particulièrement les jeunes, payent le prix fort des politiques libérales menées ces dernières années.

Nous sommes à cinq jours de la rentrée, et plusieurs milliers de jeunes bacheliers sont encore sans formation – ils étaient 85 000 le 15 juillet ; les classes manquent de professeurs puisque plus de 3 000 postes n'ont pas été pourvus après les concours ; et de plus en plus de familles ne peuvent plus assu-



mer les coûts de la rentrée, particulièrement pour les élèves de la filière professionnelle.

Visiblement bien loin de gérer les « affaires courantes », la ministre démissionnaire de l'Éducation Nicole Belloubet compte bien tracer sa route comme si de rien n'était, vers toujours plus de précarité et de sélection.

Face à l'urgence de la situation, nous appelons l'ensemble des jeunes à se mobiliser dès la rentrée sur leurs lieux de vie, d'études et de travail. Si Macron a refusé à la gauche le gouvernement des institutions, à nous de conquérir de nouveaux droits à partir de revendications qui touchent notre quotidien, en fai-

sant grandir le rapport de force dans le pays, mais aussi dans les entreprises en lien avec les organisations syndicales.

Pour la rentrée, les Jeunes Communistes s'engagent à ce que chaque jeune, peu importe son horizon politique, géographique ou social, puisse se mobiliser autour de ses aspirations et de ses problématiques du quotidien. Nous voulons parler à chaque jeune, qu'il ou elle ait voté pour le Nouveau Front populaire, qu'il n'ait pas voté, ou qu'il ait voté pour le Rassemblement national.

Nous savons que le travail est encore long : l'extrême droite est toujours aux portes du pouvoir, et



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

de plus en plus de jeunes sont tentés par ses idées. L'heure n'est donc pas à l'entre soi militant, mais bien au travail de conviction de longue haleine, au quotidien, là où nous vivons et étudions.

Partout en France, nous populariserons 10 mesures d'urgence pour la jeunesse, sur les lycées généraux et professionnels, les campus universitaires et les lieux d'emplois pour permettre à toutes et tous, même les jeunes les plus éloignés de la politique ou qui ont pu se perdre dans le vote RN, de nous rejoindre.

Plus que jamais, le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) et ses fédérations seront un outil à disposition de tous les jeunes qui souhaitent s'engager et se mobiliser massivement pour conquérir de nouveaux droits. ✪

Assan Lakehouli
secrétaire général du MJCF

Extrême droite en Europe

État des lieux

Le succès de l'AfD aux élections locales en Allemagne, après les résultats aux européennes, confirme la montée en influence de l'extrême droite en Europe. En France, les désistements au 2^e tour des législatives ont permis de contenir la présence du RN à l'Assemblée nationale. Reste l'avertissement sévère du résultat global qui rend crédible son accès au pouvoir dans un contexte favorable. Dans plusieurs pays ces forces participent à des gouvernements ou à des majorités (Pays-Bas, Finlande, Suède, République tchèque, Slovaquie, Autriche) ou y ont participé (Pologne, Pays baltes). En Italie, Giorgia Meloni des Fratelli d'Italia (néofasciste) préside le gouvernement. On ne peut plus considérer ces partis comme marginaux. Au-delà des différences stratégiques, des thèmes communs les identifient (nationalisme ethnique, racisme, haine de l'Islam, autoritarisme). Depuis les années 2000, l'immigration comme menace (associée à l'Islam et à l'insécurité) devient un clivage politique structurant.

Dans la diversité des ressorts de la percée de l'influence, le déclassement, notamment pour les milieux populaires, incluant les « classes moyennes », occupe une place centrale. Cette réalité, vécue ou menaçante, est amplifiée par les politiques libérales et sociales-libérales de



l'Union européenne menées dans le contexte de la mondialisation capitaliste néolibérale. En réponse à l'affaiblissement des clivages et des repères de classe qui s'ensuivent, se substituent les repères identitaires libérant le champ à l'extrême droite.

La stratégie d'accès au pouvoir passe par la « respectabilité » et les alliances. Respectabilité par la prise de distance avec l'histoire et leurs origines, notamment des années 1930. Alliances avec les droites sur la base d'une « hybridation » : modération à l'extrême droite et durcissement des droites sur des thèmes comme l'immigration. De telles alliances sont au cœur des recompositions et face aux risques de victoire de la gauche.

La « normalisation », cependant, se heurte à des limites. Au Parlement européen, siègent



avec Bardella l'AfD, Orban (Hongrie), le FPÖ d'Autriche, Vox (franquiste). L'« hybridation » n'est pas homogène ni systématique. L'état des opinions, les campagnes d'information, les interventions citoyennes et sociales, les prises de position syndicales, d'institutions religieuses, les débats et l'expérience de l'histoire, les batailles politiques pèsent dans le rapport de forces. La capacité de résistance dont a témoigné le 2^e tour des élections législatives en France - barrage et création du NFP - est à verser à l'analyse.

Il s'agit dans le même mouvement de lever le leurre démocratique et l'imposture sociale. À gauche, avec les réponses aux urgences sociales et démocratiques, il s'agit de revendiquer l'ambition d'une politique pour un véritable changement. Le chemin ouvert pour « la reconquête des milieux populaires » et les « jours heureux » participe d'une telle démarche, fondée sur la conviction qu'il n'y a rien d'inéluctable.✪

Daniel Cirera